

# Document d'Information Synthétique

OFFRE OUVERTE AU PUBLIC D'UN MONTANT INFÉRIEUR À 8  
MILLIONS D'EUROS

---

Présentation de l'émetteur en date du 15 juin 2024



Centrales Villageoises de Vezouze en Piémont

SAS à capital variable, capital social de 28250 €

38, rue de la Voise – 54450 BLAMONT

RCS Nancy 848 230 835

***Les investisseurs sont informés que la présente offre de titres financiers ne donne pas lieu à un prospectus soumis au visa de l'Autorité des marchés financiers et ne répond pas aux exigences d'une offre de financement participatif au sens du règlement général de l'Autorité des marchés financiers.***

## Table des matières

---

I – Activité de l'émetteur et du projet.....	3
II – Risques liés à l'activité de l'émetteur et à son projet .....	3
III – Capital social.....	5
IV – Titres offerts à la souscription.....	5
IV.1 – Droits attachés aux titres offerts à la souscription .....	5
IV.2 – Conditions liées à la cession ultérieure des titres offerts à la souscription .....	6
IV.3 – Risques attachés aux titres offerts à la souscription.....	7
IV.4 – Modification de la composition du capital de l'émetteur liée à l'offre .....	7
V – Relations avec le teneur de registre de la société.....	8
VI – Modalités de souscription.....	8

## I – Activité de l'émetteur et du projet

---

L'émetteur a pour objet :

- l'installation et l'exploitation de centrales de production d'énergie renouvelable et la vente de l'énergie produite
- le développement et la promotion des énergies renouvelables, des économies d'énergies et de la sobriété
- la sensibilisation du grand public et des collectivités aux causes et conséquences du dérèglement climatique, via l'organisation de réunions, ateliers, conférences et diverses manifestations permettant une prise de conscience des enjeux et encourageant l'action citoyenne
- d'encourager et de nourrir la coopération entre citoyens et collectivités d'un territoire autour des enjeux liés à la transition énergétique et à la réduction des émissions de gaz à effet de serre
- toutes activités annexes, connexes ou complémentaires s'y rattachant directement ou indirectement, ainsi que toutes opérations civiles, commerciales, industrielles, mobilières, immobilières, de crédit, utiles directement ou indirectement à la réalisation de l'objet social ainsi défini.

L'émetteur souhaite financer la réalisation d'un ensemble de six centrales photovoltaïques installées sur des toitures louées à leur propriétaire. La présente levée de fonds vise à apporter les fonds propres nécessaires à cette opération groupée. Un emprunt bancaire complètera le financement. Des comptes-courants d'associés pourront également être souscrits pour couvrir le besoin de trésorerie sur les premiers exercices de la société.

L'électricité produite sera vendue localement par l'émetteur en autoconsommation collective, à un tarif fixé par la société elle-même.

L'objectif est de lever un montant maximum de 55000 € en actions, entre le 01/07/2024 et le 30/06/2025, nécessaire pour assurer le financement en fonds propres du projet susmentionné.

L'émetteur indique qu'il a déjà réalisé une première levée de fonds de 99500 € entre le 01/03/2019 et le 29/02/2020 de 72 souscripteurs

Vous êtes invités à cliquer sur les liens hypertextes suivants pour accéder :

- [Aux comptes existants](#) ;
- [Aux éléments prévisionnels sur l'activité](#) ;
- [La liste des représentants légaux de la société](#)

Une copie [des rapports des organes sociaux](#) à l'attention des assemblées générales du dernier exercice et de l'exercice en cours peut être obtenue sur demande à l'adresse suivante : [vezouze-piemont@centralesvillageoises.fr](mailto:vezouze-piemont@centralesvillageoises.fr)

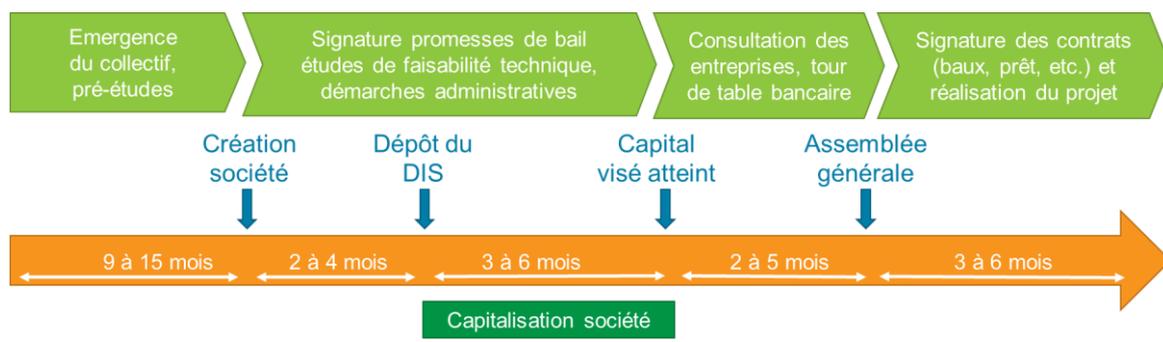
## II – Risques liés à l'activité de l'émetteur et à son projet

---

- Faisabilité technique des centrales photovoltaïques envisagées : des études de dimensionnement et de raccordement sont réalisées. Elles peuvent chacune conduire à abandonner un ou des projets d'installations photovoltaïques et remettre en question le plan de financement global ;
- Faisabilité juridique, maîtrise du foncier : les toitures sont louées à des collectivités publiques via des conventions d'occupation temporaire (COT) signées pour une durée de 20 ans.
- Financement et assurances : la réalisation du projet est soumise à l'obtention d'un prêt bancaire et d'une police d'assurances adéquate ;
- Risque lié à la variabilité du capital : chaque actionnaire peut se retirer de la société s'il le souhaite. Une clause d'inaliénabilité permet cependant de n'effectuer cette sortie qu'au-delà d'un délai de cinq années (sauf cas particulier). Par ailleurs les statuts limitent à 20% du capital la part que peut détenir chaque actionnaire, et la société est constituée de telle sorte à inclure un grand nombre d'actionnaires, diluant ainsi les risques de sortie.
- Risque lié à la situation financière de la société. Actuellement, avant la réalisation de la levée de fonds de la présente offre, la société dispose, d'un fonds de roulement net suffisant pour faire face à ses obligations et à ses besoins de trésorerie pour ce nouvel investissement pour une durée de 6 mois.  
La société a par ailleurs obtenu une subvention pour la réalisation des études techniques à hauteur de 70%.  
Une demande de subvention auprès de la région Grand Est pour financer jusqu'à 38% de l'investissement est en cours.  
La recherche d'un prêt bancaire complétera le plan de financement.  
Enfin l'objectif est d'atteindre le montant de souscription recherché d'ici le 30 juin 2025, soit dans moins d'un an.

Avec le temps, de nouveaux risques pourront apparaître et ceux présentés pourront évoluer.

La frise chronologique ci-dessous permet d'identifier la phase de capitalisation de la société dans le processus de développement du projet.



### III – Capital social

Pour rappel, l'émetteur est une société à capital variable.

Le capital social de la société est intégralement libéré. A l'issue de l'offre, le capital social de la société sera composé d'une seule catégorie d'actions ordinaires conférant des droits identiques.

La société a par ailleurs émis des valeurs mobilières donnant accès à son capital social et a attribué des droits donnant accès à son capital social, représentant ensemble, à l'issue de l'offre, une augmentation de capital social potentielle maximum de 39,14 %.

Comme mentionné à l'article 8 des statuts de la société, le capital social peut varier entre un capital minimum et un capital maximum sans sollicitation de l'assemblée générale des associés ni déclaration au greffe du tribunal.

Il n'existe pas de délégation de compétence permettant d'augmenter immédiatement ou à terme le capital social sans avoir à solliciter à nouveau l'assemblée générale des associés. En effet, cette disposition n'est pas adaptée à une société à capital variable.

Chaque action donne droit à une part proportionnelle à la quotité du capital social qu'elle représente dans les bénéfices et dans l'actif social.

Pour la prise des décisions collectives, chaque actionnaire dispose d'une voix quel que soit le nombre d'actions détenues.

Vous êtes invités à cliquer sur le lien hypertexte suivant pour accéder à l'information sur les droits et conditions attachés à toutes les actions ou valeurs mobilières émises donnant accès au capital social de l'émetteur ou à des droits attribués donnant accès immédiatement ou à terme au capital social de l'émetteur : [lien vers les statuts de la CV](#).

## IV – Titres offerts à la souscription

---

### IV.1 – Droits attachés aux titres offerts à la souscription

Les titres offerts à la souscription sont fongibles avec les titres décrits au III.

Chaque action donne droit à une part proportionnelle à la quotité du capital social qu'elle représente dans les bénéfices et dans l'actif social.

Pour la prise des décisions collectives, chaque actionnaire dispose d'une voix quel que soit le nombre d'actions détenues.

Vous êtes invités à cliquer sur le lien hypertexte suivant pour accéder à l'information exhaustive sur les droits et conditions attachés aux titres qui vous sont offerts : [lien vers les statuts de la CV](#).

## IV.2 – Conditions liées à la cession ultérieure des titres offerts à la souscription

### **Clause d'inaliénabilité (article 11.1 des statuts)**

Les actions ne peuvent être cédées pendant les cinq premières années, à compter de l'immatriculation de la Société.

Toutefois, au vu de circonstances particulières dûment motivées, l'interdiction d'aliéner pourra être levée par décision du Conseil de gestion.

### **Clause de préemption (article 11.2 des statuts pour les SAS)**

Toute cession d'actions à un tiers non actionnaire doit être prioritairement proposée aux autres actionnaires de la société. Les actionnaires disposent d'un délai de deux mois pour exercer ce droit à compter de la réception de la demande formulée par le cédant et adressée au Président de la Société.

A l'issue du délai de deux mois suivant la notification et à défaut d'exercice du droit de préemption par l'un des actionnaires, le cédant peut vendre à tout acquéreur de son choix, dans la limite de l'agrément du Conseil de gestion.

### **Clause d'agrément (article 11.2 des statuts pour les SAS)**

Sauf en cas de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux, ou de cession, soit à un conjoint, soit à un ascendant, soit à un descendant, la cession d'actions à un tiers non actionnaire, qu'elle ait lieu à titre gratuit ou onéreux est soumise à l'agrément de la société. Le cessionnaire pressenti doit satisfaire aux conditions relatives à l'admission d'un nouvel actionnaire.

S'il n'agrée pas le cessionnaire proposé, et que celui-ci n'a pas retiré son offre dans le délai de 8 jours, le Conseil de gestion est tenu, dans un délai de trois mois à compter de la notification du refus, de faire acquérir les actions soit par un ou plusieurs actionnaires ou tiers agréés selon la procédure ci-dessus prévue, soit, par la société.

Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la Société est celui mentionné dans la notification ou, à défaut d'accord, fixé à dire d'experts dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil. Tous les frais résultants du transfert sont à la charge du cessionnaire.

### **Clause d'exclusion (article 14 des statuts SAS)**

Un associé peut être exclu de la société en cas de survenance d'un des événements suivants :

- Non-respect des statuts
- Préjudice moral ou matériel causé à la société
- Défaut de règlement des sommes dues à la société, un mois après une sommation de payer faite par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse

La décision d'exclusion est prise par l'assemblée générale des actionnaires à la majorité des deux tiers des voix après avis du Conseil de gestion.

Le rachat des actions de l'associé exclu est fait dans le respect des clauses de préemption et d'agrément. A défaut de repreneur, la société annule les actions.

#### **Droits de l'associé sortant (article 16 statuts SAS)**

L'associé qui se retire ou est exclu a droit au remboursement de la somme versée sur le montant nominal de ses actions. Cette somme est, le cas échéant, diminuée de sa quote-part dans le montant des pertes qui excèdent les réserves figurant au bilan. Elle est aussi augmentée de la quote-part des bénéfices desquels sont retranchés les subventions non amorties reçu par la société. Le montant de la part ainsi valorisée pour les futures entrées et/ou sorties d'actionnaires est défini chaque année sous forme d'une résolution en assemblée générale.

### **IV.3 – Risques attachés aux titres offerts à la souscription**

L'investissement dans des sociétés non cotées comporte des risques spécifiques :

- Risque de perte totale ou partielle du capital investi ;
- Risque d'illiquidité : la revente des titres n'est pas garantie, elle peut être incertaine, partielle, voire impossible ;
- Le retour sur investissement dépend de la réussite du projet financé.

### **IV.4 – Modification de la composition du capital de l'émetteur liée à l'offre**

La société est à capital variable et comprend un grand nombre d'actionnaires dont il n'est pas possible de connaître précisément la nature avant la fin de l'offre.

	<b>Avant réalisation de l'offre</b>	<b>Après réalisation de l'offre</b>
<b>Nombre d'actions</b>	511	711
<b>Nombre d'actionnaires et part du capital détenu</b>	67 personnes physiques détenant 78,08 % du capital 3 personnes morales de droit privé détenant 2,74 % du capital 13 collectivités détenant 19,18 % du capital	Indéfini
<b>Droits de vote</b>	1 voix / actionnaire, quel que soit le nombre d'actions détenues	

## V – Relations avec le teneur de registre de la société

---

Identité du teneur de registre de la société :

Nom : JACQUOT Prénom : Damien  
Domicilié : 9 grande rue à REILLON - 54450  
Courriel : vezouze-piemont@centralesvillageoises.fr

Les copies des inscriptions aux comptes individuels des investisseurs dans les livres de l'émetteur pourront être délivrées par courriel.

## VI – Modalités de souscription

---

Les bulletins de souscription sont recueillis soit par mail à l'adresse suivante : vezouze-piemont@centralesvillageoises.fr, soit au format papier à l'adresse suivante : SAS Centrales Villageoises de Vezouze en Piémont - 38, rue de la Voise – 54450 BLAMONT

Un reçu est remis au souscripteur.

Le paiement se fait par chèque / virement

Vous êtes invités à cliquer sur le(s) lien(s) hypertexte(s) suivant(s) pour accéder à la documentation juridique vous permettant de répondre à l'offre : [le bulletin de souscription \(adulte\)](#) – [le bulletin de souscription \(mineur\)](#).

### **Calendrier de l'offre**

- Date d'ouverture de l'offre : 1<sup>er</sup> juillet 2024
- Date de clôture de l'offre : 30 juin 2025
- Date à laquelle les investisseurs sont débités de la somme correspondant au montant de leur souscription : A réception
- Publication des résultats de l'offre sur le site web de la société : [www.centralesvillageoises.fr](http://www.centralesvillageoises.fr)

### **Modalités de restitution du montant de la souscription en cas de non-réalisation de l'offre ou de sursouscription**

La société locale se réserve la possibilité de rembourser par virement / par chèque le souscripteur en cas de sursouscription ou d'abandon du projet. La date d'inscription sur le registre fait foi. Dans ce cas un reçu est également demandé à l'actionnaire concerné.